

Jos Uitdehaag — and the introduction of harmonized enforcement procedures in the countries party to this project. The UIHJ promotes a system where the judicial officer is a liberal, has a powerful training, a strong ethics and a powerful control.

Françoise Andrieux presented the European Training days organized by the Institute Jacques Isnard via the International Training Centre. After recalling the articulation of these days and the topics she discussed the possibility of organizing an inter-professional training day in 2012.

The presentation of the current situation as regards training in Europe was

La notification postale remise en cause pendant la 10^e réunion du RJE à Bruxelles les 9 et 10 février 2012

A l'occasion de la 10^e réunion du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale à Bruxelles les 9 et 10 février 2012, la notification transfrontière des actes judiciaires par voie postale a été lourdement critiquée.

Le rôle essentiel du RJE pour l'harmonisation de l'espace judiciaire européen en matière civile

L'UIHJ était invitée à participer à cette réunion en qualité d'observateur. Elle était représentée par son premier secrétaire, Mathieu Chardon. Depuis un an maintenant, les professions judiciaires ont intégré le RJE. Des huissiers de justice de onze pays de l'Union européenne étaient présents : Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Portugal, Slovaquie et Suède.

La réunion était présidée par Salla Saastamoinen, chef d'Unité A1 — Civil Justice Policy, DG Justice de la Commission européenne, assistée par Christoph Sajonz, secrétaire du RJE. Pareskevi Michou, directrice de la Direction A, Justice Civile, DG Justice de la Commission européenne, a souhaité la bienvenue aux participants. Mme Michou s'est déclarée très honorée d'accueillir les

handed to Lotte Knudsen. She said the position paper written in response to the Commission communication on training by the UIHJ was much appreciated by Commissioner Reding in particular.

Netten President addressed the topic of e-Justice, a key topic for the future of our profession. He presented the Federation of Trusted Third Parties (FNTC) of which the UIHJ is a member.

Collaborative projects for the development of training modules have been discussed with Jacek Gartska, Amélie Leclercq and Emmanuelle Cretin-Magand. An agenda of work meetings is to be finalised to implement this project.

représentants des professions juridiques ayant rejoint le RJE depuis un an. Le RJE joue un rôle essentiel pour l'harmonisation de l'espace judiciaire européen en matière civile, a estimé l'oratrice, car « il facilite l'application correcte des instruments ». Mme Michou a donné un aperçu des travaux en cours et qui allaient être abordés pendant la réunion. Le but des travaux est de s'assurer que les citoyens de l'Union européenne ne soient plus confrontés à des entraves en matière de justice lorsqu'ils ne sont pas dans leur pays d'origine. L'action de la Commission européenne doit fournir des mécanismes en matière de justice pour mettre en œuvre leurs droits. Les acteurs économiques pourront également tirer profit des outils dont ils disposeront.

Au-delà de la reconnaissance des jugements, il faut assurer leur exécution. Il faut faciliter le recouvrement de créances transfrontalières, d'où la proposition récente (juillet 2011) de l'instauration d'une procédure européenne de saisie conservatoires des comptes bancaires. Le RJE met à la disposition des praticiens du droit et des citoyens avec le site Internet et l'Atlas judiciaire européen des formulaires dynamiques, des outils très utiles pour les aider à résoudre les litiges transfrontaliers et échanger des informations utiles, a expliqué Mme Michou. S'agissant des professions juridiques, elle s'est estimée très satisfaite de leur intégration au RJE. « Leur expérience enrichit le RJE. C'est une valeur ajoutée » a-t-elle reconnu. Cette année, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe vont organiser le prix Balance de Cristal. Il sera décerné à l'occasion de la Journée européenne de la justice civile le 25 octobre 2012. Mme Michou a invité les membres du RJE à en faire la promotion dans leur pays. L'oratrice a terminé son intervention en indiquant que la Commission européenne était engagée dans un objectif prioritaire pour que la justice

De G. à D. : Pareskevi Michou, directrice de la Direction A, Justice Civile, DG Justice de la Commission européenne, Salla Saastamoinen, chef d'Unité A1 — Civil Justice Policy, DG Justice de la Commission européenne, Christoph Sajonz, secrétaire du RJE — From L. to R. : Pareskevi Michou, Director of Directorate A, Civil Justice, DG Justice of the European Commission, Salla Saastamoinen, Head of Unit A1 - Civil Justice Policy, DG Justice of the European Commission, Christoph Sajonz, Secretary of the EIJ



contribue au développement économique des Etats membres (Initiative « Justice for Growth »). Et de conclure : « Les contacts personnels sont décisifs dans le travail quotidien des membres du RJE. Il a accompli un travail remarquable depuis le 1er décembre 2002. Je vous en félicite. Votre travail vient seulement de commencer. Il va se poursuivre ».

Les points de contact de Belgique et de Hongrie ont présenté l'organisation et le fonctionnement du RJE. Puis des experts de la société Mainstrat ont présenté un rapport commandé par la Commission européenne sur l'application du règlement (CE) n°1206/2001 sur la preuve. Le travail a débuté fin août 2011. Le rapport final est attendu pour début mars 2012.

S'agissant du règlement (CE) n°805/2004 sur le titre exécutoire européen (TEE), Barrie Irving a présenté une étude sur son application auprès des vingt-six Etats qui l'utilisent. Cette étude a été conduite auprès de ministères de la justice, de juges, de juristes spécialisés, d'agents d'exécution et d'universitaires. En fait, le règlement s'avère peu utilisé et peu d'expérience a pu être recueillie. En conclusion, M. Irving a indiqué que le TEE semble plus efficace que le règlement Bruxelles I mais est plus vulnérable s'agissant de la protection des droits fondamentaux des défendeurs. Le TEE fait également l'objet de critiques de la part des universitaires.

Concernant le règlement (CE) n° 1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer, M. Sajonz a précisé qu'un guide a été établi. Ce guide peut être consulté sur le site Internet du RJE.

Enfin, concernant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, un groupe de travail va être prochainement constitué.

La notification postale ne fonctionne pas pour des raisons pratiques et juridiques

Le cœur de la discussion a concerné la présentation par la société Mainstrat d'une étude commandée par la Commission européenne sur l'application du règlement (CE) n°1393/2000 du 13 novembre 2007 sur la signification et la notification transfrontalière des actes.

Les travaux ont été conduits à partir de rapports établis par les pays, par les entités centrales et par les experts. 465 professionnels ont été interrogés sur l'application du règlement : avocats, huissiers de justice, juges, entités requises et d'origine, et notaires. Les travaux se sont concentrés sur la rapidité et l'efficacité ainsi que sur la sécurité juridique. Sur la rapidité, des améliorations sont constatées. Des inégalités entre ses pays sont pour autant constatées. La transmission directe ne semble pas très effective. Le principal problème est que les entités ne sont pas suffisamment familiarisées avec le règlement. La localisation des entités requises sur le site de l'Atlas judiciaire européen semble aussi poser des difficultés. La transmission des documents entre entités est réalisée par voie postale dans 88% des cas. Les entités ont déclaré ne pas toujours recevoir les documents. Selon les experts de la société Mainstrat, il faut promouvoir la transmission électronique entre entités, laquelle n'est utilisée que dans 4 % des cas.

S'agissant de la sécurité juridique, la date de signification est essentielle. Des problèmes concernant la date ont été relevés. Il est ainsi difficile de déterminer la date de l'acte en cas de notification postale. Les accusés de réception ne sont pas remplis complètement dans 41 % des cas. Dans 40 % des cas, les accusés réception ne sont pas retournés. Dans 34 % des cas, la signature ne peut pas être lue ou il n'est pas possible d'identifier le signataire

de l'accusé de réception.

S'agissant de la possibilité pour le destinataire de refuser l'acte, ce droit ne semble pas suffisamment protégé. En effet, la notification par voie postale ne comprend pas le formulaire de l'annexe II du règlement qui offre la possibilité au destinataire de refuser l'acte pour défaut de traduction.

En conclusion, si la notification postale est largement utilisée, elle est peu recommandable, pour plusieurs raisons. Rien ne permet de certifier que l'acte est remis à la bonne personne. Il existe une incertitude quant à la date de la notification. Il est difficile d'envisager une formation du personnel des services postaux aux arcanes du règlement. Le droit de refuser le document pour défaut de traduction n'est pas suffisamment protégé par la notification postale.

La transmission par voie consulaire ou diplomatique est jugée quant à elle obsolète, inadaptée et trop lente. La notification directe n'est pas suffisamment connue, seule la moitié des Etats y ayant recours.

Quant à la transmission électronique, elle est recommandable mais uniquement entre les entités. S'agissant de la signification électronique, on constate l'absence de processus harmonisé entre les pays. Il faut protéger les intérêts des destinataires. La notification électronique doit inclure un accusé de réception qui permet aussi de s'assurer que le destinataire a compris le document qui lui est notifié. La notification électronique doit apporter la preuve intrinsèque de sa notification. Elle implique de créer une adresse électronique légale pour chaque citoyen.

Salla Saastamoinen a précisé que le rapport de la Commission sur l'application du règlement serait publié en 2012. Ce rapport sera suivi par une consultation publique. Le règlement 1393 devrait être révisé en 2013.

Les réactions à la présentation du rapport Mainstrat ont été nombreuses. S'agissant de la notification postale, plusieurs points de contacts se sont accordés pour dire que si ce système n'est pas mauvais en soit, il ne permet pas d'offrir toutes les garanties que les justiciables sont en droit d'attendre : difficulté pour déterminer la date de notification, incertitude quant à savoir si le destinataire a été contacté par la lettre, même recommandée (accusés de réception incomplets ou non retournés, signature du destinataire illisible ou inexploitable, ...), problématique autour de la question du refus par le destinataire de recevoir l'acte pour défaut de traduction...

En particulier, le représentant de l'Allemagne a reconnu que « la notification postale ne fonctionnait pas pour des raisons pratiques et juridiques » : utilisation de la lettre recommandée impossible dans certains Etats membres, accusé de réception non rempli, absence de cachet, illisibilité de l'accusé de réception, renseignements inexploitable...

Le représentant du Royaume-Uni, plus nuancé, n'a pas pour autant évincé les critiques adressées à l'égard de la notification postale.

Le représentant de la Hongrie a également critiqué la notification par voie postale. Il s'est s'interrogé pour savoir comment rendre le système plus fiable. « Il est important d'avoir les garanties qui protègent le défendeur, a-t-il estimé. La remise des documents par voie postale n'est pas mauvaise en soit mais ne fonctionne pas de façon idéale ».

L'huissier de justice, gage de sécurité de la signification des actes judiciaires

Pour l'UIHJ, a déclaré Mathieu Chardon, il faut se demander si la notification postale présente un degré de sécurité juridique suffisant pour garantir et protéger les droits des citoyens lorsqu'ils sont confrontés à des litiges transfrontaliers.

Manifestement, les membres du RJE reconnaissent aujourd'hui les problèmes d'absence de sécurité juridique de la notification postale. Ces problèmes ont été dénoncés par l'UIHJ depuis la mise en place du règlement 1348/2000 dès son entrée en application. Ils ont été soulevés en particulier à l'occasion des travaux qui ont conduit à la révision du règlement 1 348. Un premier pas avait été franchi dans le règlement 1 393. La notification postale simple avait été supprimée au profit de la notification postale par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Manifestement cela n'est pas suffisant. Une étape très importante et historique vient donc d'être franchie. Elle devrait conduire à terme à la suppression de la notification postale pour les notifications d'actes en matière transfrontalière.

Le 1^{er} secrétaire de l'UIHJ n'a pas manqué de faire état du précédent rapport de la société Mainstrat commandé par la Commission européenne en mai 2004 sur l'application du premier règlement sur la signification. Il a rappelé que ce rapport mentionnait déjà que la notification postale était déconseillée :

- les accusés de réception ne sont habituellement pas retournés,
- la notification est source d'insécurité, aucune certitude ne pouvant être donnée quant à savoir si la notification avait été faite à la bonne personne ;
- la notification postale ne permet pas non plus de déterminer la date de façon certaine
- la notification postale devait être remplacée par la remise physique au destinataire par un professionnel du droit.

Ces recommandations de bons sens n'avaient pas été suivies par le législateur européen. Mathieu Chardon a suggéré que les agents d'exécution de type huissiers de justice ou équivalent, qui existent partout dans l'Union européenne, soient désignés comme d'entités d'origine et requises. Cela permettrait d'assurer la remise physique des actes dans le cadre du règlement et d'éviter l'utilisation de la notification postale, inefficace et source d'une trop grande insécurité.

Le premier secrétaire de l'UIHJ a rappelé que la signification par les soins d'un juriste professionnel indépendant comme l'huissier de justice est le seul moyen d'authentifier la remise effective de l'acte au destinataire. Il a ajouté qu'une responsabilité totale pèse sur les épaules de l'agent chargé de la signification, et que seule une procédure complexe et lourde peut remettre en cause l'authenticité des mentions portées dans l'acte de signification.

Notre confrère a enfin rappelé qu'à l'occasion du colloque international organisé par l'UIHJ à Sibiu (Roumanie) en 2009 pour célébrer les dix ans du Conseil européen de Tampere, une étude avait été conduite sur la signification des actes dans l'Union européenne. Il en ressort qu'il existe partout dans l'Union européenne des agents d'exécution et autres juristes professionnels indépendants capables de réaliser des significations par remise physique. L'UIHJ avait à cette occasion rédigé un projet de directive européenne sur un acte introductif d'instance harmonisé dans l'espace judiciaire européen. Un tel acte signifié par un juriste professionnel comme l'huissier de justice résoudrait de façon définitive tous les problèmes de sécurité juridique auxquels sont confrontés les justiciables européens.

Ce sont ces problèmes que la Commission européenne sera appelée à résoudre à l'occasion de la prochaine révision du règlement 1 393. Lorsqu'un système ne fonctionne pas, il faut en changer. Il existe des professionnels dont la mission est de sécuriser et d'authentifier la signification des actes. Ces professionnels sont les huissiers de justice. C'est à eux que revient la mission fondamentale de signifier les actes dans l'espace judiciaire européen.

The Postal Service Challenged During the 10th Meeting of the EJM in Brussels on 9 and 10 February 2012

On the occasion of the 10th meeting of the European Judicial Network in civil and commercial matters in Brussels on 9 and 10 February 2012, the cross-border service by post of judicial documents has been heavily criticized.



The Essential Role of the EJM for the Harmonization of the European Judicial Area in Civil Matter

The UIHJ was invited to attend this meeting as an observer. It was represented by its first secretary, Mathieu Chardon. For a year now, legal professions have integrated the EJM. Judicial officers from eleven countries of the European Union were present: Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Hungary, Latvia, Lithuania, Portugal, Slovakia, Spain and Sweden.

The meeting was chaired by Salla Saastamoinen, Head of Unit A1 - Civil Justice Policy, DG Justice of the European Commission, assisted by Christoph Sajonz, Secretary of the EJM. Pareskevi Michou, Director of Directorate A, Civil Justice, DG Justice of the European Commission, welcomed the participants. Ms Michou said she was very honoured to welcome the representatives of legal professions who joined the EJM a year ago. The EJM is essential for the harmonization of the European Judicial Area in civil matters, said the speaker, because "it facilitates the proper application of the instruments." Ms Michou gave an overview of the current work that would be addressed during the meeting. The aim of the work is to ensure that citizens of the European Union no longer face barriers in terms of justice when they are not in their home country. The action of the European Commission should provide mechanisms for justice to implement their rights. Economic actors can also take advantage of the tools in their possession. Beyond the recognition of judgments, we must ensure their implementation. It should facilitate cross-border debt recovery, hence the recent proposal (July

2011) for the establishment of a European provisional attachment of bank accounts. The EJM provides legal practitioners and citizens with the website and the European Judicial Atlas, dynamic forms, useful tools to help resolve cross-border disputes and exchange useful information, explained M^{rs} Michou. Regarding legal professions, she said she was very satisfied with their integration into the EJM. "Their experience enriches the EJM. It is a value-added" she recognised. This year, the European Commission and the Council of Europe will organise the Crystal Scales price. It will be presented during the European Day of Civil Justice on 25 October 2012. M^{rs} Michou has invited members of the EJM to promote the event in their country. The speaker ended her short speech by stating that the Commission was engaged in a priority order for justice to contribute to economic development of the member states (Initiative "Justice for Growth"). She concluded: "Personal contacts are crucial in the daily work of the EJM members. It has done a remarkable job since 1 December 2002. I congratulate you. Your work has just begun. It will continue."

The contact points of Belgium and Hungary presented the organization and functioning of the EJM. Then experts from MainStrat Company presented a report commissioned by the European Commission on the implementation of Regulation (EC) No 1206/2001 on evidence. The work began in late August 2011. The final report is expected in early March 2012.

As regards Regulation (EC) No 805/2004 on the European Enforcement Order (EEO), Barrie Irving presented a study on its implementation among the twenty-six states that use it. This study was conducted among ministries of justice, judges, lawyers, judicial officers and academics. In fact, the regulation is rarely used and little experience has been gathered. In conclusion, M^r Irving said the EEO appears more effective than the Brussels I Regulation, but is more vulnerable with regard to the protection of fundamental rights of defendants. The EEO is also the subject of criticism from academics.

As regards Regulation (EC) No 1896/2006 creating a European Order for Payment Procedure, Mr Sajonz said a guide was prepared. This guide is available on the EJM website.

Finally, regarding Regulation (EC) No 861/2007 establishing a European Small Claims Procedure, a working group will be set up soon.

Postal Service Does Not Work for Practical and Legal Reasons

The heart of the discussion concerned the presentation by the MainStrat Company of a study commissioned by the European Commission on the implementation of Regulation (EC) No 1393/2000 of 13 November 2007 on the cross-border service of documents.

The work was conducted from reports by countries, central agencies and experts. 465 professionals were asked about the application of Regulation: lawyers, judicial officers, judges, transmitting and receiving agencies, and notaries. The work focused on the speed and efficiency as well as on legal certainty. On speed, improvements are noted. Inequalities between countries are however recorded. Direct transmission does not seem very effective. The main problem is that entities are not sufficiently familiar with the Regulation. The location of the receiving agencies on the website of the European Judicial Atlas also appears to be difficult. The transmission of documents between entities is conducted by post in 88% cases. Entities said they did not always receive the documents. According to the MainStrat experts electronic transmission between entities which is only used in 4% of the cases, should be promoted.

With regard to legal certainty, the date of service is essential. Problems concerning the date were recorded. It is difficult to determine the date of the document in case of postal service. Acknowledgments of receipt are not completely filled in 41% of cases. In 40% of cases, acknowledgments of receipt of defendants are not returned. In 34% of cases, the signature cannot be read or it is not possible to identify the person signing the acknowledgment of receipt.

Regarding the possibility for the recipient to refuse the document, this right does not seem sufficiently protected. Indeed, the service by post does not include the form in Annex II of the EC regulation which provides opportunities for the recipient to reject the document for lack of translation.

In conclusion, if the postal service is widely used, it is unwise for several reasons. There is nothing to certify that the document is delivered to the right person. There is uncertainty as to the date of service. It is difficult to envisage training of postal services to the arcane of the Regulation. The right to refuse the document for lack of translation is not adequately protected by the postal service.

The transmission by consular or diplomatic channels is judged outdated, inadequate and too slow. Direct notification is not sufficiently known, and is used by only half of the states.

As for electronic transmission, it is recommended only between entities. With regard to electronic service, there is a lack of harmonized process between countries. The interests of recipients should be protected. Electronic service should include a receipt that can also ensure that the recipient understands the served document. Electronic service should include its intrinsic proof of service. It means creating a legal email address for every citizen.

Salla Saastamoinen said the Commission report on the application of the Regulation would be published in 2012. This report will be followed by a public consultation. Regulation 1393 should be revised in 2013.

Many reacted to the MainStrat report. Regarding postal service, several contact points agreed that if it is not a bad system in itself, it does not offer any of the guarantees individuals are entitled to expect: difficulty in determining the date of service, uncertainty as to whether the recipient has been contacted by the letter, even registered (acknowledgments of receipt incomplete or not returned, the recipient's signature unreadable or unusable, ...), problems around the issue of the refusal by the recipient to receive the document for lack of translation, ...

In particular, the representative of Germany acknowledged that "the postal service did not work for practical and legal reasons": use of registered letter impossible in some member states, acknowledgment of receipt unfilled and not stamped, unreadable acknowledgment of receipt, unusable information...

The representative of the United Kingdom, more nuanced, did not so far out the criticisms levelled against the postal service.

The representative of Hungary also criticized the service by post. He wondered how to make the system more reliable. "It is important to have safeguards that protect the defendant, he said. Service of documents by post is not bad in itself but it does not work ideally."

The Judicial Officer, to Ensure Security of Service of Judicial Documents

For the UIHJ said Mathieu Chardon, one must ask if the postal service offers a degree of certainty sufficient to guarantee and protect citizens' rights when con-

fronted with cross-border disputes. Clearly, the EJM members now recognize the problems of lack of legal certainty of the postal service. These problems were reported by the UIHJ since the implementation of Regulation 1348/2000 upon its entry into force. They were raised in particular in connection with the work that led to the revision of Regulation 1348. A first step had been taken in Regulation 1393. Service by post through a non-registered letter had been abolished in favour of the postal notification by registered letter with acknowledgement of receipt. Obviously this is not enough. A very important and historic step has therefore been reached. It should eventually lead to the removal of the postal service for the cross-border service of documents.

The first secretary of the UIHJ did not fail to recall the previous MainStrat report commissioned by the European Commission in May 2004 on the implementation of the first regulation on service of documents. He said that the report had already mentioned that the postal service was not advisable:

- "- Service by post is inadvisable because acknowledgments of receipt are usually not sent back
- Service by post creates uncertainty because there is no assurance that delivery has been effected to the right person
- Service by post creates uncertainty about the date to be taken into consideration as evidence that service has been effected (date of issue by the applicant or date of reception by the addressee)
- Service by post should be replaced by physical service to the addressee by legal professional".

However sensible these recommendations were, they were not followed by the European legislator. Mathieu Chardon suggested that enforcement agents like

judicial officers or equivalent, who exist throughout the EU, should be appointed as transmitting and receiving agencies. This would ensure physical delivery of the documents within the framework of the Regulation and avoid using postal service, which is inefficient and a source of too much insecurity.

The first secretary of the UIHJ reminded that service by the care of a professional jurist like an independent judicial officer is the only way to authenticate the actual handing of the document to the addressee. He added that the judicial officer is fully liable for the service, and that only a complex and cumbersome procedure may question the authenticity of the mentions included in the served document.

Our colleague finally recalled that during the international conference organized by the UIHJ in Sibiu (Romania) in 2009 to celebrate ten years of the Tampere European Council, a study had been done on the service of documents in the European Union. It shows that there is anywhere in the EU judicial officers and equivalent independent legal professionals capable of carrying out physical service of documents. The UIHJ had on this occasion produced a draft EU directive on a harmonised document initiating proceedings in the European judicial area. Such a document served by a professional jurist like a judicial officer would solve permanently all the problems relating to legal security European litigants have to face.

It is these problems that the European Commission will be asked to solve at the occasion of the next revision of Regulation 1393. When a system does not work, it should be changed. There are professionals whose mission is to secure and authenticate the service of documents. These professionals are the judicial officers. It is them who should be entrusted with the fundamental mission to serve documents within the European Judicial Area.